

Fiche d'expression du besoin

## 2025-04-FM094 - Trousses de secours

### CONTEXTE ET ENJEUX DU MARCHÉ

#### Objet du marché

Trousses de secours

#### Contexte et objectifs des prestations

Dans le cadre de ses obligations légales, l'association MIGADO dispose de trousses de secours sur ses sites et dans les véhicules utilisés par les salariés, conformément au Code du travail. Ce matériel de premiers secours sur le lieu de travail est adapté à la nature des risques existants dans l'entreprise et sur le terrain de par notre activité.

**L'objectif principal de la mission est la fourniture de trousses et de matériel de premier secours composant les trousses (défini par la note de service n°1\_2015).**

#### Listing des besoins :

Elements à commander	Quantités
Trousse de secours rigide et hermétique 25x19x9,5 cm minimum	19
Assortiment de pansements autoadhésifs résistants à l'eau	35
Rouleau de sparadrap	25
Lotion cutanée pour désinfecter les plaies type biseptine en spray 100ml	42
Bande extensible de 5cm x 2m	50
Paire de gants à usage unique taille unique	60
Compresse stériles de 7,5 x 7,5 cm	280
Coussin hémostatique	35
Couverture de survie	25
Paire de ciseaux à bout rond	17
Paire de ciseaux Gesco	20
Pince à écharde	20
Tire tique	22
Rince œil	40
Dosette oculaire	200
Poche de froid instantané 100 g	40

**Compétences et/ou fournitures, services requis**

Fourniture des produits de premiers secours correspondants à la note de service n°1\_2015 de MIGADO.

**Visite de site**

Non

**CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS****Modalités**

La présente consultation fait l'objet d'une mise en concurrence sur devis.  
Le devis proposé devra présenter les caractéristiques techniques des produits.

Modalité d'exécution avec livraison en point unique :

Association MIGADO

35 avenue de la Marqueille

31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Les offres des candidats seront évaluées selon les trois critères suivants :

1. Prix des produits (70 %)

Ce critère repose sur la compétitivité du prix proposé par le candidat.

2. Caractéristiques Techniques de l'Offre (30 %)

- La valeur technique de l'offre permet de mesurer la capacité du candidat à répondre de manière qualitative aux besoins énoncés (20%)

- Livraison avec prise en compte d'un point de livraison unique(10%)

**DURÉE DU MARCHÉ****Durée**

1 mois

**Le marché est reconductible**

Non

**Date de démarrage prévisionnelle du marché**

01/05/2025

**Délais d'exécution / Livraison des prestations**

Une seule commande

**ESTIMATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DU MARCHÉ (€HT)**

**Montants pour l'année N**

Maximum | 2 500,00 €

**Total**

Maximum | 2 500,00 €

**Modalités de financement des prestations**

Fonds propres - Budget Migado et financements publics dont fonds européens (FEDER).

**CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE****Type de marché**

Fournitures

**Nomenclature achat**

142.01 - Consommables médicaux divers (trousse de premier secours, bandage, pansements, désinfectants, gel hydro alcoolique ...)

**Fréquence du marché**

Ponctuel

**Forme particulière du marché**

Accord cadre à bons de commandes

**Précisions**

Accord cadre à bon de commande encadré par un montant maximum de 2500 €HT sur une commande

**Forme du prix**

Unitaire

**CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ****Le marché comporte des tranches optionnelles**

Non

**Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Non

**Le marché est ouvert aux variantes**

Non

**Lieux d'exécution du marché**

Livraison en un point :  
Association MIGADO  
35 avenue de la Marqueille  
31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

## CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES

### Compétences requises

Aucune

### Certifications requises

Aucune

**La participation est réservée aux ESS ou aux structures d'aide à l'emploi des travailleurs handicapés ou en recherche d'emplois**

Non

## CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES

Critères techniques	30%
Les caractéristiques techniques de l'offre	20%
Les conditions de livraison	10%

Critères financiers	70%
Prix des prestations	70%

## MOTIFS PARTICULIERS

### Marché à lot unique

Oui

## PROCÉDURE

### Procédure du marché

Procédure adaptée

### Pièces du dossier de consultation

Autres,

**Précisions**

Les présentes conditions de la consultation valant cahier des charges et les conditions générales d'achats en annexe.

**Supports de publicité**

Profil acheteur,

## **CONDITIONS GENERALES D'ACHAT (CGA) APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES OU DE FOURNITURES DE MIGADO**

### **Article 1. Champ d'application**

Les présentes conditions générales d'achat (CGA) ont pour objet de définir le cadre des conditions contractuelles entre l'association MIGADO et ses cocontractants, titulaires d'un marché public. Elles s'appliquent à tout contrat ou devis relatifs aux fournitures courantes et services conclu selon une procédure adaptée simplifiée au sens de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. Sauf dérogation expresse dans les présentes CGA, les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) relatives aux marchés de fournitures et courantes et service (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dans sa version en vigueur sont applicables.

### **Article 2. Notification et démarrage des prestations**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du contrat ou du devis valant démarrage et exécution des prestations consiste à adresser au titulaire une copie du bon de commande et de ses annexes. La personne physique habilitée à représenter l'association MIGADO pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS est la personne qui a signé le bon de commande.

### **Article 3. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles applicables à l'exécution des prestations sont par ordre de priorité :

- Le présent cahier des charges et son annexe, les Conditions Générales d'Achats (CGA) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés publics de fournitures courantes et service (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 entré en vigueur le 1er avril 2021 (JORF n°0078) ;
- La proposition commerciale du titulaire et/ou son devis signé.

### **Article 4. Spécifications techniques**

Les prestations, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités particulières d'exécution sont définis sur le bon de commande ou ses annexes le cas échéant.

Les prestations et/ou fournitures devront être conformes à celles définie contractuellement et aux normes en vigueur au moment de l'achat.

### **Article 5. Accès aux locaux**

Pour accéder aux locaux de l'association MIGADO, le personnel du titulaire sera tenu de se conformer aux consignes qui lui seront données. Le titulaire engage sa responsabilité pour les dégradations occasionnées, dans le cadre de sa mission, aux locaux, biens et équipements du lieu de son intervention.

### **Article 6. Obligations et engagements du titulaire**

Le titulaire s'engage en acceptant la commande à fournir ou réaliser la prestation conformément aux engagements pris au moment de cette commande que ce soit en termes de qualité, de disponibilité et de suivi.

Le titulaire doit signaler tous les événements susceptibles de compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Pour l'exécution de la prestation, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié par l'association MIGADO dans les conditions de l'article 14 des présentes CGA.

#### **Article.7 Compétences et personnel du titulaire**

Le titulaire affecte à l'exécution de la commande un personnel qu'il a formé, apte, qualifié, compétent et en nombre suffisant pour assurer la qualité de la prestation commandée et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution de la prestation.

#### **Article 8. Lieu et délai de livraison / exécution des prestations**

Le délai de livraison ou/et d'exécution court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, ou le cas échéant, de la date fixée dans le calendrier d'exécution validé par les deux parties.

Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues ci-après.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter la date de livraison contractuelle, il en informe immédiatement par écrit l'association MIGADO en exposant les motifs et lui demande un report de la date. A défaut de réponse écrite dans un délai de 10 jours ouvrés, l'association MIGADO est réputé avoir refusé la demande. La prolongation ne peut être refusée lorsque la cause du retard est due à l'association MIGADO ou à un cas de force majeure.

Les produits sont livrés et/ou les prestations sont exécutées à l'adresse figurant sur le bon de commande ou, à défaut, sur les documents qui lui sont annexés et selon les jours et horaires d'ouverture de l'établissement directement aux zones de livraison précisées sur le bon de commande.

Le transport s'effectue jusqu'au lieu de livraison aux frais et risque du titulaire. Chaque livraison est accompagnée d'un bordereau précisant la nature et les quantités livrées, le numéro de commande et le nom du demandeur.

#### **Article 9. Réception et vérification des fournitures et prestations**

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification s'effectuent quantitativement et qualitativement par l'association MIGADO dans un délai maximum de (5) cinq jours ouvrés à compter de la date de livraison des fournitures ou de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'association MIGADO n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

A l'issue de ces vérifications, le représentant de l'association MIGADO prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

A défaut de réponse de l'association MIGADO au-delà du délai de cinq jours précités, les prestations sont réputées acceptées et admises tacitement.

#### **Article 10. Documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance, le fonctionnement correct du matériel et indique les procédures courantes d'utilisation et de résolution des incidents.

## Article 11. Garantie

Les prestations (hors services numériques) font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Les fournitures et services numériques font l'objet d'une garantie légale de conformité minimale de deux ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. La garantie légale de conformité oblige le titulaire de livrer un produit conforme à la description qu'il en a faite et à l'usage attendu par l'association.

Elle s'applique aux défauts existants à la date de livraison et permet à l'association de demander au titulaire de réparer, remplacer ou rembourser le produit non conforme dans les cas suivants :

1. Le produit est impropre à l'usage attendu ;
2. Le produit n'est pas conforme à la description faite par le titulaire ;
3. Le produit ne possède pas les qualités convenues entre le titulaire et l'association ou bien annoncées par le titulaire dans son offre.

Tout défaut apparaissant dans les deux ans suivant l'achat est considéré comme ayant existé au moment de la livraison. L'association a le choix entre la réparation et le remplacement du produit non conforme.

S'il existe une différence manifeste de coût entre les deux options, le titulaire peut imposer la moins chère. Si aucune option n'est possible ou ne peut être mise en oeuvre dans un délai d'un mois suivant la réclamation de l'association, celle-ci peut demander un remboursement intégral et retourner le produit, ou un remboursement partiel et garder le produit.

La garantie commerciale du titulaire ne peut en aucun cas modifier les conditions de mise en oeuvre de la garantie légale de conformité.

## Article 12. Prix et modalités de règlement

Le montant de la prestation est fixé conformément aux prix indiqués dans la proposition commerciale du titulaire. Sauf émission d'un avenant, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé à l'association MIGADO.

Les paiements sont effectués par virement bancaire. Le délai global de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de celle de la fin d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la réception de la facture. La date de réception de la facture et celle de la fin des prestations sont constatées par l'association MIGADO. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récents, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'association MIGADO par courriel à l'adresse suivante : [compta@migado.fr](mailto:compta@migado.fr)

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Les noms ou la raison sociale, et adresse du titulaire ;
- Le numéro SIREN ou de SIRET, le code APE, et le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Son numéro de compte bancaire ou postal (joindre un RIB) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de facture ;
- Le détail précis des prestations fournies et des prix ;
- Les montants HT et TTC de la prestation exécutée ;
- Les taux et les montants de la TVA ainsi que les taxes parafiscales le cas échéant.

Chaque facture doit indiquer les références de chacune des commandes. Chaque facture non



conforme sera automatiquement renvoyée au titulaire.

### Article 13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$P = (V \times R) / 100$ , dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des prestations et/ ou des fournitures en retard, ou de l'ensemble des prestations et/ou fournitures si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

En tout état de cause, P ne peut dépasser V.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du contrat.

### Article 14. Résiliation

Pour la résiliation, il est fait application des dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

L'association MIGADO peut notamment résilier la commande en cas d'inexécution par le titulaire de ses obligations par suite de la survenance d'un événement de force majeure dont la durée excéderait un mois à compter de sa notification à l'association MIGADO, et ayant pour conséquence un retard justifiant la résiliation de la Commande, ou empêchant de façon définitive l'exécution de la Commande.

### Article 15. Force majeure

Le titulaire devra prévenir l'association MIGADO immédiatement avec confirmation par notification écrite au plus tard dans les cinq (5) jours calendaires de la survenance d'un cas de force majeure l'empêchant d'exécuter ses obligations au titre des documents contractuels.

Les obligations dont l'exécution est rendue impossible par la survenance d'un cas de force majeure seront suspendues pendant la durée de cet événement, sous réserve de ce qui est prévu à l'article « Résiliation ».

Le titulaire invoquant la force majeure s'engage à prendre toutes dispositions permettant de limiter les conséquences préjudiciables de cet événement pour l'association MIGADO.

Pour l'application de cette clause, ne pourra être considéré comme constituant un cas de force majeure qu'un événement répondant simultanément à toutes les conditions ci-après :

- a) Cet événement doit échapper au contrôle du titulaire,
- b) Cet événement ne pouvait être raisonnablement prévu lors de l'émission de la Commande,
- c) Les effets de cet événement ne peuvent être évités par des mesures appropriées,
- d) Cet événement empêche l'exécution par le titulaire de son obligation.

Le titulaire ne pourra invoquer les retards de ses propres fournisseurs ou sous-traitants que lorsque la cause de ces retards pourra être considérée comme un cas de force majeure en application de la présente clause.

### Article 16. Responsabilité et assurance

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution des prestations, le

titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'association MIGADO dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la demande.

### **Article 17. Régularité de la situation fiscale et sociale**

Le titulaire atteste être à jour de ses obligations en matière fiscale et sociale. Il s'engage à remettre spontanément à l'association MIGADO, lors de la conclusion de la commande et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution les pièces justificatives qu'il a satisfait à ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales, et les documents ou attestations prévus aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique.

### **Article 18. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de sa prestation à un autre prestataire qualifié, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'association MIGADO et de son agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'association MIGADO peut exiger que certaines tâches qu'elle considère comme étant essentielles soient effectuées directement par le titulaire et seront spécifiées dans le bon de commande notifiant l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'association MIGADO. Aucune sous-traitance ne pourra être effective tant qu'elle n'aura pas été acceptée formellement au préalable par l'association MIGADO.

A l'appui de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), le titulaire joindra, outre le détail du sous-traité, les attestations fiscales et sociales mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code de travail, accompagnées d'un extrait K-bis datant de moins de trois mois.

### **Article 19. Litige et conciliation**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Si un différend a lieu au cours de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler le différend à l'amiable, il pourra être saisi le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Bordeaux : CCIRA de Bordeaux - Direccte Nouvelle-Aquitaine - Pôle C - 118 cours du Maréchal Juin - TSA 10001 - 33075 Bordeaux cedex - Courriel : na.polec@direccte.gouv.fr

En cas d'échec du règlement amiable des différends, le litige peut être porté devant le tribunal judiciaire de Bordeaux 30 rue des Frères Bonie 33000 BORDEAUX.

### **Article 20. Droit et langue applicables**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

### **Article 21. Dérogations au CCAG-FCS**

L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG FCS.

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG FCS.

L'article 9 déroge à l'article 27.3 et 29 du CCAG FCS.

L'article 13 déroge à l'article 14.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 14 déroge à l'article 41.2 du CCAG FCS.

L'article 16 déroge à l'article 9.2 du CCAG FCS.